

Economiste chevronné et modéré, ex-conseiller de Jospin, cet élu lyonnais a lutté durant deux ans en coulisses contre une politique de l'offre «absurde». Et se retrouve à faire cause commune avec l'aile gauche du PS.

Frondeur, Pierre-Alain Muet ? Il y a encore six mois, pas un ténor socialiste n'aurait prédit que le vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, macro-économiste chevronné et ancien conseiller économique de Lionel Jospin, puisse faire un jour cause commune avec des députés pour la plupart issus de l'aile gauche du parti. François Hollande, dont ce néokeynésien partage les convictions mendésistes,

PROFIL moins que quiconque.

Muet le modéré est entré en résistance. Signataire début avril de l'appel des 100. Abstentionniste fin avril sur le «pacte de responsabilité» puis, mi-juillet, sur le budget de la Sécu. Pourvoyeur de tribunes réquisitoires contre le virage économique acté le 14 janvier par le chef de l'Etat. Frondeur donc. «Je récusé ce terme dont on m'affuble aujourd'hui simplement parce que je dis ce que j'ai toujours dit, proteste le député. Mais je ne vais pas remettre en question quarante ans de publications et d'enseignement au prétexte que je suis dans une majorité», s'insurge-t-il. Et d'ajouter, accablé: «Quand le gouvernement glisse complètement à droite, je me retrouve à gauche...»

Mendès France. A Pierre-Alain Muet, on ne peut prêter aucun de ces petits calculs carriéristes qui arment souvent les guérillas internes. La course au pouvoir n'a jamais été son affaire. Quand le maire de Lyon, Gérard Collomb, dont il est alors l'adjoint, le pousse à se présenter à la députation en 2007, c'est son quartier natal de la Croix-Rousse, fief historique du RPR, qu'il réclame comme terre de campagne. Contre toute attente, la circonscription bascule. Réélu en 2012 à 67 ans, Pierre-Alain Muet fait savoir qu'il ne se représentera pas...

Son double intérêt pour la politique et l'économie, Muet dit les devoir à «l'intervention éblouissante» de Pierre Mendès France à l'Ecole centrale de Paris en 1965 où il est élève ingénieur. Mais son engagement militant, au PSU puis au PS, a toujours été subordonné à sa vocation de chercheur. Notamment à l'OFCE dont il devient, dès sa création en 1981, directeur du prestigieux département d'économétrie. Par déontologie,



Pierre-Alain Muet mardi à l'Assemblée nationale. Elu en 2007 député du quartier de la Croix-Rousse, à Lyon, il a été réélu en 2012. PHOTO BRUNO CHAROY

Pierre-Alain Muet, frondeur malgré lui

il rend sa carte du PS, et partage son temps entre publications touffues et cours magistraux à Polytechnique. «C'est un homme de raison, estime Jean-Marc Germain, son ancien élève aujourd'hui figure des frondeurs. Son soutien était fondamental pour crédibiliser le mouvement.»

De ses travaux, Muet tire une conviction: «En économie, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises mesures, tout dépend de l'environnement, de la conjoncture.» Et aussi une exigence intellectuelle, inspirée de Mendès et soulignée par Jacques Delors qui lui remet la légion d'honneur: la réflexion est un gage de cohérence, sous entendu de réussite.

Et à cette aune, le bât blesse: «Nous sommes face à un déficit de pensée économique, cingle-t-il. Un tel aveuglement ne s'était jamais vu depuis Bérégovoy.» Dans la bouche d'un homme réputé pour sa tempérance, le jugement est brutal. Une violence qui répond à une autre: l'an-

nonce, le 14 janvier, par François Hollande du pacte de responsabilité. «J'étais sommé comme un boxeur, se souvient Muet. Mener une politique de l'offre pour sortir d'une récession est le comble de l'absurdité économique.» Le député encaisse pourtant sans mot dire. Surtout, les colères publiques ne sont pas son genre. Question de tempérament. De fidélité aussi. «Pendant deux ans, il est

«En économie, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises mesures: tout dépend de l'environnement, de la conjoncture.»

Pierre-Alain Muet

resté les doigts sur la couture du pantalon, confirme la députée PS Karine Berger. Il pensait pouvoir régler les désaccords en interne.»

Apartés. C'est que Muet et Hollande se connaissent bien. Leur rencontre remonte à 1995 quand, la droite revenue au pouvoir, l'économiste rejoint ●●●

●●● les réunions du club Témoin, animé par Hollande et Delors. Le début d'une collaboration étroite sur les sujets économiques. C'est pourtant Martine Aubry, mieux à même selon lui de rassembler la gauche, que Muet soutient lors de la primaire de 2011. L'épisode distend le lien sans le rompre.

Muet a, croit-il, l'entregent qu'il faut pour infléchir la ligne du gouvernement. Nombre de ministres sont de vieilles connaissances, à commencer par le premier d'entre eux. Jusqu'à fin 2013, il multiplie les apartés avec Jean-Marc Ayrault, n'hésitant pas à jouer la carte Matignon pour contrer Bercy. Mais la pratique élyséenne le trouble. L'absence de conseiller économique auprès du Président et l'anémie des débats interministériels avivent son inquiétude. Durant les premiers mois du quinquennat, Muet cherche à installer un comité d'experts autour de Hollande sur le modèle du Conseil d'analyse économique qu'il avait piloté sous Jospin pour l'aider à se forger une opinion. En vain. «Hollande voulait tenir à l'écart toute personne ayant une approche macro, poursuit Berger. A l'Elysée, c'était le rôle des financiers.»

«Mal au ventre». Pour Muet, le coup de grâce vient en avril quand Michel Sapin, ministre de l'Économie, présente en commission des finances le Pacte de stabilité. «On a découvert que les allègements de charges pour les entreprises n'étaient pas de 31, mais de 41 milliards d'euros! tempête-t-il. Deux fois le montant des promesses de campagne pour des mesures qui n'avaient jamais été envisagées!» Emu aux larmes avant d'entrer dans l'hémicycle, Muet s'abstient sur le texte. «J'avais mal au ventre», admet-il. Fin juin, Hollande le reçoit une heure à l'Elysée. De l'entretien, le néokeynésien sort rasséréiné, certain d'avoir convaincu le Président de l'urgence de renforcer contrats aidés et mesures en faveur de l'apprentissage. Une semaine plus tard, le rejet d'un amendement en ce sens au projet de loi de finances douche ses illusions.

Le pire, Pierre-Alain Muet le sait, est à venir: «Pour financer les allègements aux entreprises, le gouvernement a prévu d'amputer les dépenses publiques de 21 milliards en 2015. C'est du jamais vu», s'indigne-t-il «Le maximum, c'était 10 milliards en 2012... On va devoir couper à la hache dans les prestations sociales et les investissements publics: l'austérité est devant nous.»

En quête d'alternative, l'économiste revisite les analyses de Montebourg, dont le style jusque-là l'agaçait, et apporte volontiers son expertise aux Verts. «Ce n'est pas un écologiste mais il a un vrai sens de la pédagogie et une modération dans l'expression», confie Cécile Dufflot qui dit échanger «beaucoup» avec lui. Muet ne désespère pas. Signe que le dogmatisme passé vacille, l'Elysée l'a appelé la semaine dernière pour savoir ce qu'il pensait d'une hausse éventuelle de TVA, idée très en cour à Matignon. «Une connerie économique et politique», a-t-il répondu en substance, en étant cette fois entendu. «Si je m'insurge, c'est pour qu'on réussisse», prévient Muet. Son souhait: que Hollande renonce à ce qu'il a annoncé. Le prix à payer selon l'économiste pour éviter d'acter pour longtemps la «défaite idéologique de la gauche».

NATHALIE RAULIN

Philippe Aghion, professeur d'économie à Harvard, proche de François Hollande:

«Ce qui était valable pendant les Trente Glorieuses ne l'est plus»

Proche de François Hollande, professeur d'économie à Harvard, Philippe Aghion vient de faire paraître *Changer de modèle* (Odile Jacob), coécrit avec Elie Cohen et Gilbert Celler. Selon lui, seules de vraies réformes structurelles permettront de renouer avec une croissance.

Vous avez conseillé François Hollande. Or, les résultats économiques sont catastrophiques, n'est-ce pas la preuve d'un échec de ces politiques?

Nous étions plusieurs à dire qu'il y avait une urgence absolue: changer de modèle de croissance. Et pour cela, il fallait d'emblée mettre en chantier des réformes structurelles d'envergure. Avec trois big-bangs. D'abord une véritable réforme territoriale de l'Etat. Deuxièmement: modifier en profondeur les marchés des biens et services en s'attaquant aux rentes anticoncurrentielles. Enfin, un big-bang social, où les partenaires sociaux se mettent d'accord sur le périmètre du droit social public garanti par l'Etat. Et tout ce qui ne relève pas de ce périmètre est négocié au niveau des entreprises. Vous continuez donc à penser qu'il faut plus de flexibilité?

Nous avons perdu deux ans. Nous avons besoin de ces réformes pour endiguer la désindustrialisation, pour mettre fin au déficit

commercial et à l'investissement en berne. Il s'agit de tout faire pour baisser certains prix sur certains marchés. Le faire, c'est redonner du pouvoir d'achat, c'est faire repartir la consommation, c'est en fine créer des emplois. C'est favoriser le retour de la croissance.

Vous maintenez votre position qui consiste à soutenir l'offre plutôt que la demande?

Ceux qui pensent qu'on relancera l'économie en favorisant uniquement la demande se trompent. Le faire sans la moindre réforme structurelle, tant sur le marché des biens et services que sur celui de la formation professionnelle par exemple, c'est favoriser l'importation des produits étrangers qui restent plus compétitifs que les nôtres. Il nous faut admettre à quel

point les idées qui étaient valables pendant les Trente Glorieuses ne le sont plus aujourd'hui. A l'époque, nous étions dans une économie relativement fermée, et dans un modèle de rattrapage technologique. Il était sain de faire de la relance par la demande. Mais depuis, nous avons épuisé les ressorts du rattrapage et l'économie s'est mondialisée. C'est pourquoi il devient impératif de soutenir l'offre, là où se fait l'innovation, et grâce à laquelle un pays devient compétitif au point de profi-



AFP

ter des marchés extérieurs. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas en même temps davantage de souplesse macroéconomique au niveau européen.

En quoi vos recommandations sont-elles de gauche?

Le gouvernement doit d'abord négocier avec Bruxelles, dire clairement qu'il fera les réformes structurelles en échange d'un report de réduction du déficit à 3% en 2017. Il doit ensuite faire œuvre de pédagogie, montrer que des réformes structurelles peuvent être compatibles avec une vision de gauche. Il doit expliquer à nos concitoyens à quel point la mobilité des revenus d'une génération à l'autre est plus faible en France qu'en Allemagne ou en Suède. Ces pays ont en commun d'avoir une école moins inégalitaire que la nôtre, mais également des systèmes de formation professionnelle et des marchés de biens et de services plus dynamiques. Chez nous, le système éducatif tue la mobilité sociale. Et notre système de formation et nos marchés de biens et services ne sont pas plus favorables à une grande mobilité sociale. Etre de gauche, c'est favoriser cette mobilité, faire en sorte que d'où que l'on vienne, on a toutes les chances de réaliser ses ambitions.

Recueilli par VITTORIO DE FILIPPIS

Liêm Hoang-Ngoc, universitaire, fondateur du club des «Socialistes affligés».

«Le «pacte de responsabilité» est un immense gaspillage d'argent»

Liêm Hoang Ngoc est maître de conférences à l'université Paris-I, ancien eurodéputé PS, et cofondateur du club des «Socialistes affligés».

Quelles sont les principales erreurs de la politique économique de l'exécutif?

Le gouvernement adopte une politique de l'offre alors que 80% des entreprises déclarent souffrir d'un problème de demande. Résultat: le CICE n'a pas produit les effets escomptés et a donc creusé le déficit public plus que prévu. Des marges de manœuvre budgétaires avaient été négociées à Bruxelles: elles ont d'ores et déjà été grillées. Le «pacte de responsabilité» est un immense gaspillage d'argent public.

Dans ce contexte, il faut réorienter l'investissement. Mais le gouvernement commet un grave contresens en assimilant l'investissement à de l'offre. L'investissement est une composante de la demande globale, qui inclut les dépenses de consommation des ménages et d'investissement des entreprises. En toute rigueur, ce qu'on appelle l'offre, c'est l'épargne, celle des actionnaires, qui va gonfler inutilement avec le pacte de responsabilité. L'offre, c'est aussi une offre de travail surabondante, faite de chômeurs involontaires qui souhaiteraient travailler aux conditions du marché, n'en déplaise au ministre du Travail. Par ailleurs, la

compétitivité ne se joue pas seulement sur les coûts. Le coût du travail français est inférieur au coût allemand. C'est le coût du capital qui est devenu excessif, la part des bénéfices qui reviennent aux dividendes ne cessant de croître.

Le gouvernement a-t-il sous-estimé la crise?

Oui. L'Europe est aujourd'hui au bord de la déflation. Cette dépression est due à l'insuffisance de demande généralisée, engendrée par la conjonction des politiques d'austérité budgétaire et salariale menées par tous les Etats de la zone euro. Le chef de l'Etat a beau ferrailer contre l'austérité en Europe, il conduit en France la même politique que celle qui, appliquée partout ailleurs, entraîne la zone euro dans cette spirale. La BCE a saisi la gravité de la situation, elle qui a pris des mesures d'expansion monétaire et qui regrette désormais que les politiques budgétaires soient contraintes.

Il subsiste des marges de manœuvre dans les pays où la dette est inférieure au seuil de 120% du PIB, seuil au-delà duquel une restructuration est nécessaire, selon le FMI. Le gouvernement ne croit malheureusement pas en la politique budgétaire. Or les coupes programmées auront un effet récessif plus important que prévu et les déficits publics se



AFP

creuseront au lieu de se résorber, comme c'est déjà le cas chez nos voisins.

Une alternative existe?

Dans la prochaine loi de finance, une grande partie des 41 milliards du pacte de responsabilité pourrait être redéployée vers l'investisse-

ment public, la redistribution et la politique de l'emploi. Il faut faire des propositions plus claires à Bruxelles. Le Pacte de stabilité pourrait être assoupli pour permettre aux amortisseurs sociaux (prestations sociales, transferts publics...) de jouer leur rôle de soutien à l'activité en période de crise. Les investissements publics doivent être exclus du calcul des déficits publics, pour permettre à la politique industrielle de reprendre ses droits et à la planification écologique de prendre corps.

Comment y parvenir?

Il existe encore une majorité rose-rouge-verte prête à soutenir ce changement de cap à l'Assemblée nationale. Cela serait de nature à redonner envie aux abstentionnistes du camp du progrès de revenir aux urnes. Malheureusement, la Ve République ne permet pas à cette majorité de s'exprimer. Les choix de l'exécutif risquent donc de s'imposer aux «frondeurs» jusqu'en 2017. Il sera alors minuit dans le siècle, déjà...

Recueilli par V.D.F.